

Cadre de mise en œuvre et participation des pays

RÉSUMÉ

Le programme FRA 2000 a été développé suivant les orientations données par les principaux forums des Nations Unies, dont la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue en 1992, et surtout son Action 21. En 1997, le Comité des forêts de la FAO (COFO) a approuvé le plan pour l'Évaluation des ressources mondiales 2000 en accord avec les recommandations d'une consultation d'experts de la FAO officielle tenue à Kotka, Finlande, en 1996. Le Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF) a également examiné et appuyé les résultats de la réunion de Kotka et a communiqué à la FAO ses observations sur la manière de conduire l'évaluation.

Les experts participant à la réunion de Kotka ont établi un programme, souligné les principales problématiques et défini les méthodes de compilation des informations nécessaires pour l'évaluation. Par la suite, de nombreuses activités opérationnelles et de mobilisation de fonds ont été nécessaires pour la réalisation de FRA 2000. En pratique, l'évaluation a requis la participation active de pays et zones du monde entier. Sur les 212 pays représentés, 160 ont participé activement à des ateliers ou travaillé aux côtés du personnel de la FAO dans leurs propres pays. Les pays ont fourni des informations techniques spécifiques qui ont été utilisées comme données de référence pour l'évaluation, et ont travaillé avec la FAO pour adapter les données nationales aux normes mondiales.

Les pays ont participé à l'examen des résultats de l'évaluation aussi bien pendant sa planification que pendant sa mise en œuvre. À la fin de l'année 2000, tous les pays ont eu l'occasion de passer en revue et de vérifier les résultats de l'évaluation avant leur publication. Au cours de ce processus, 56 pays ont envoyé des données complémentaires et leurs commentaires à la FAO. Les résultats préliminaires ont également été examinés pendant la réunion du COFO en 2001, qui a transmis des réactions officielles et positives sur la mise en œuvre et les conclusions de FRA 2000.

INTRODUCTION

Le fondement des évaluations mondiales de la FAO émane de l'Acte constitutif qui établit que «L'Organisation réunit, analyse, interprète et diffuse tous renseignements relatifs à la nutrition, l'alimentation et l'agriculture», où le terme agriculture englobe les pêches, les produits de la mer, les forêts et les produits bruts de l'exploitation forestière (FAO 1992). Après avoir passé en revue les résultats du premier inventaire mondial sur les forêts datant de 1947, la sixième session de la Conférence de la FAO a recommandé en 1951 que l'Organisation «maintienne une capacité permanente à fournir, sur une base continue, des informations sur la situation des ressources forestières mondiales» (FAO 1951). Depuis lors, la FAO a entrepris des évaluations mondiales ou régionales tous les cinq à dix ans (FAO 1951).

L'importance des évaluations des ressources forestières a été soulignée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro, Brésil, en 1992. Une grande part des informations qui ont suscité les préoccupations pour l'environnement mises en évidence pendant la CNUED, provenait d'évaluations des ressources forestières mondiales antérieures, notamment les informations sur les changements de l'évaluation de 1990. La CNUED a consacré un chapitre entier du programme Action 21, «Lutte contre le déboisement» aux questions de conservation et de

mise en valeur des forêts, et a adopté une Déclaration de principes non juridiquement contraignante, mais faisant autorité, pour un Consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts (désignée sous le nom de «Principes relatifs aux forêts»).

Un élément clé du chapitre 11 est le domaine d'activité D, «Création et/ou renforcement des capacités de planification, d'évaluation et d'observation systématique des forêts, ainsi que des programmes, des projets et des activités associés, incluant les échanges et procédés commerciaux». Ce programme formule une série de recommandations pertinentes qui sont énoncées dans les «Principes d'action» comme suit:

L'évaluation et l'observation périodiques sont des éléments essentiels de la planification à long terme car ils permettent d'étudier les effets sur les plans quantitatif et qualitatif et de remédier aux insuffisances. Or, ce mécanisme est un aspect souvent négligé de la gestion, de la conservation et de l'exploitation des ressources forestières. Bien souvent, les données les plus élémentaires sur la superficie et les caractéristiques des forêts, le potentiel existant et le volume de la récolte, etc. font défaut. (CNUED 1992).

D'autres principes contenus dans le chapitre 11 fournissent des directives supplémentaires aux

organisations internationales et aux pays concernant l'importance et la réalisation d'évaluations périodiques. La conférence Rio +10 qui se tiendra en 2002 sera l'occasion de faire le point sur la situation et les progrès accomplis depuis l'élaboration de ces propositions en 1992.

Tous les forums importants pour FRA 2000, ont insisté sur la nécessité de faire participer les pays et leurs spécialistes à l'évaluation mondiale. C'est l'un des principes directeurs du Programme FRA. Dans cette optique, la quatrième session du Groupe intergouvernemental sur les forêts (GIF IV) a noté que:

FRA 2000 doit être une opération de partenariat coordonnée par la FAO, mais avec également l'implication des organismes des Nations Unies, des organismes nationaux et d'autres parties intéressées, y compris les principaux groupes compétents. Cette coopération doit impliquer toutes les parties intéressées au niveau national, qu'elles appartiennent ou non au secteur forestier. (ONU, 1997).

La FAO a réalisé cet objectif et dépassé toutes les évaluations précédentes en assurant que les pays ont participé à l'évaluation, que leurs informations ont été utilisées et que leurs perspectives ont été incluses dans l'analyse finale.

CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE

Le Comité des forêts

La FAO joue le rôle de dépositaire des données qui sont présentées par les pays sur leurs forêts, données souvent délicates, comme celles concernant la déforestation tropicale. L'utilisation impropre de ces données pourrait nuire à l'économie d'un pays et, par conséquent, au bien-être de ses citoyens. Pour qu'une évaluation réussisse, il faut que les pays soient convaincus qu'ils ont tout intérêt à partager ces informations avec le reste du monde et à participer activement à l'évaluation. C'est pourquoi, une la FAO cherche à obtenir l'approbation officielle de ses pays membres pour chaque évaluation périodique avant l'initiation du travail. Ceci se fait à travers le forum le plus important du Département des forêts de la FAO en matière de politiques, le Comité des forêts (COFO).

Pendant les réunions biennales du COFO, chaque pays membre a le droit d'approuver ou non une évaluation et d'émettre des propositions spécifiques quant à son exécution. Du fait que presque tous les pays membres de la FAO assistent au Comité, la décision d'entreprendre une évaluation signifie que les pays impliqués sont conscients de la tâche qui leur est demandée et qu'ils s'engagent politiquement à s'en acquitter. En 1997, le COFO a approuvé le programme établi pour FRA 2000 conformément aux recommandations d'une consultation d'experts de la FAO officielle tenue à Kotka, Finlande, en juin 1996.

Consultations d'experts

Les consultations d'experts jouent un rôle central dans l'élaboration d'un cadre, l'identification des principales problématiques et la définition des systèmes de compilation des informations nécessaires à une évaluation.

Lors de la Consultation d'experts sur l'Evaluation des ressources forestières mondiales 2000, tenue en juin 1996 (connue sous le nom de «Kotka III») ont assisté 45 spécialistes dans les domaines de la foresterie et de l'environnement venus de 32 pays ainsi que des représentants de cinq organisations non gouvernementales et de trois organisations internationales. La réunion a été une occasion unique de débattre, avec des spécialistes des évaluations forestières de renommée mondiale, de la portée et de l'exécution de FRA 2000. Les participants ont fourni de précieux conseils techniques sur les paramètres nécessaires à l'évaluation, et en ont analysé la complexité politique et opérationnelle. FRA 2000 a également tiré avantage de l'examen et de la ratification des recommandations de Kotka par le GIF IV.

Comme escompté, Kotka III a recommandé que FRA 2000 fournissent des informations de référence sur la superficie, le volume de bois et la biomasse des forêts du monde – leur situation en 2000 et les changements survenus depuis 1990 et 1980. En outre, les participants à la réunion de Kotka ont souligné l'importance d'incorporer dans l'évaluation un certain nombre de nouveaux paramètres pour offrir une vision plus holistique du secteur forestier. Ces paramètres comprennent les produits et services autres que le bois, les superficies forestières protégées, les arbres hors forêt ainsi que d'autres. Les participants à la réunion de Kotka ont invité la FAO à adopter une approche pluridisciplinaire pour la collecte des informations de FRA 2000, d'inclure les données fournies par les pays issues des études par télédétection des changements du couvert forestier, des cartes à faible résolution et de certain nombre d'études spéciales. En outre, d'importantes décisions ont été prises sur un jeu de définitions mondiales comparables pour tous les pays, et sur la répartition du travail entre le siège de la FAO à Rome (pays en développement) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) (pays industrialisés) (Finnish Forest Research Institute 1996).

En raison de la difficulté et de l'importance de fournir les meilleures informations possibles sur les changements des forêts, la FAO a convoqué une deuxième réunion officielle en mars 2000, la Consultation d'experts sur les changements forestiers. A cette réunion, des spécialistes de renom en matière d'inventaires forestiers venus du monde entier ont examiné les méthodes utilisées précédemment par la FAO pour estimer les changements forestiers, et ont soumis des propositions sur l'estimation de ces changements dans les pays en développement pour FRA 2000. Au cours de cette réunion, certaines méthodes ont été testées et analysées à l'aide de jeux de données représentatifs issus de FRA 2000.

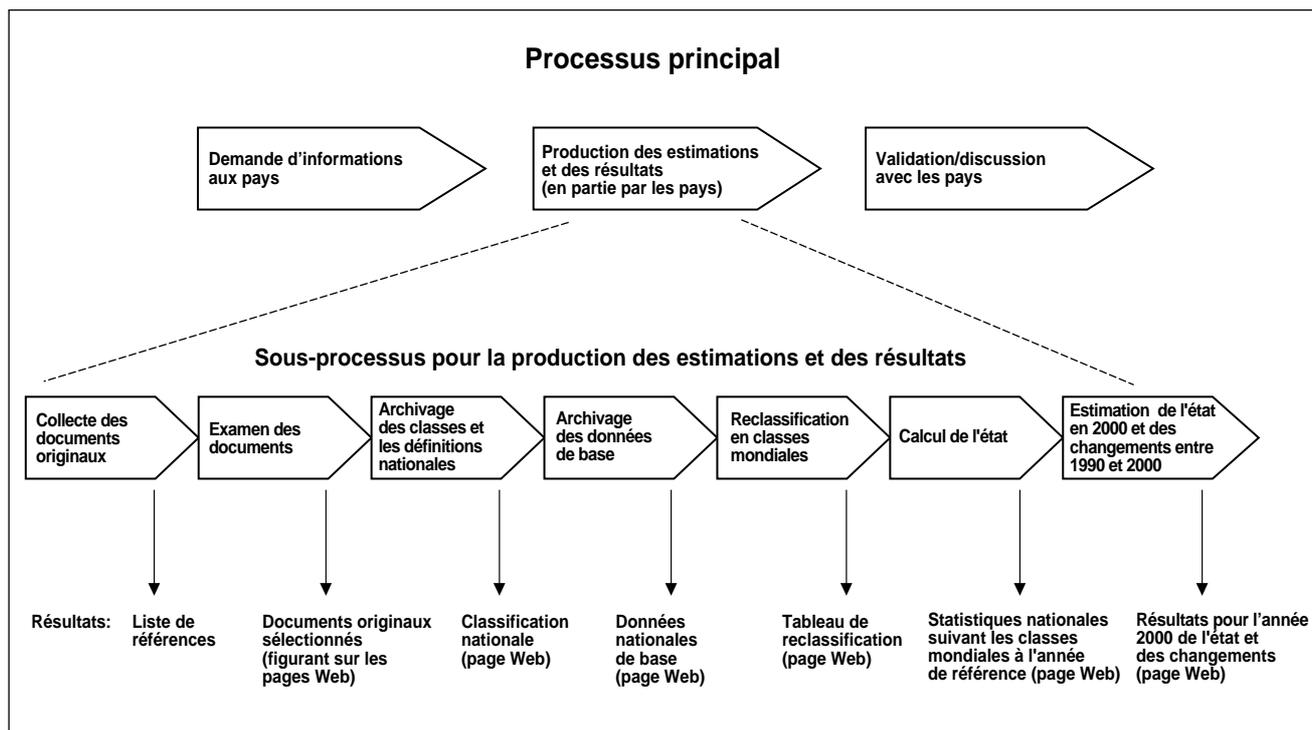


Figure 45-1. Processus d'estimation du couvert forestier à partir des informations des pays

Le modèle de régression population-déforestation de 1990 a été testé sur les nouvelles données nationales pouvant être comparées avec les valeurs prédites par FRA 1990 – avec des résultats sommaires seulement. Les tests ont montré que le modèle tendait à surestimer la déforestation, notamment dans les pays dépourvus d'inventaires successifs comparables. Finalement, la réunion a confirmé que «la déforestation est un processus si complexe, impliquant des forces physiques, climatiques, politiques et socio-économiques, elles-mêmes d'une grande complexité, qu'un modèle simple généralisé sur l'évolution des forêts n'a pu être encore développé. Les modèles actuels sont simplifiés à l'extrême et produisent des prédictions similaires du taux de changement du couvert forestier pour des pays connus comme très différents». (Päivinen et Gillespie 2000). Compte tenu de ces conclusions, le programme FRA 2000 a abandonné le modèle de FRA 1990 de prédiction ou d'extrapolation des pertes de forêts en fonction des dynamiques de la population.

En outre, le groupe d'experts a testé et finalement proposé une variante de la méthode de «convergence des observations» pour estimer les changements forestiers, qui peut s'adapter aux informations disponibles pour un pays donné. Cette méthode a été adoptée par FRA 2000, car les pays disposant de grandes quantités d'informations auxiliaires pouvaient l'utiliser pour obtenir des estimations plus précises du changement de leurs forêts. Au cours de la réunion, le groupe a élaboré des directives pour l'application de la méthode, et des programmes informatiques ont été écrits pour le Système d'information sur les forêts (FORIS), afin d'aider les analystes à extraire, représenter sous forme de

graphiques et analyser les multiples séries de données nécessaires pour générer des estimations nationales des changements pour FRA 2000.

Groupe intergouvernemental sur les forêts

Lors de sa quatrième session, le GIF a passé en revue et commenté le programme de Kotka pour FRA 2000, et a formulé des recommandations à la FAO pour ses évaluations mondiales en général. Il a pris note de l'importance de l'évaluation et a demandé d'élargir l'objectif afin d'inclure dans l'inventaire des rôles joués par les forêts et les arbres autrefois non pris en compte. Cependant, il a aussi noté qu'en février 1997, l'évaluation n'avait pas encore reçu de financement et que la FAO devait encore présenter un plan de travail concret pour l'opération. Pour conclure, le groupe a donné son approbation au plan d'action de Kotka:

Le Groupe a approuvé vivement l'évaluation des ressources forestières mondiales 2000 et les dispositions qui sont prises actuellement pour la préparer, conformément aux recommandations de la Consultation d'experts de la FAO sur l'évaluation des ressources forestières mondiales, tenue à Kotka (Finlande) en juin 1996 (Kotka III). ... [et a demandé à la] FAO de procéder à l'évaluation des ressources forestières mondiales 2000, en collaboration avec les pays, les organisations internationales et d'autres entités ayant des compétences dans le domaine de l'évaluation, et de communiquer efficacement les résultats de l'évaluation à la communauté internationale (ONU 1997).

Utilisation des informations des pays

FRA 2000 a utilisé, comme source pour les statistiques nationales, les informations provenant des pays (voir figure 45-1). Pour collecter ces données, le programme FRA a demandé officiellement aux représentants des pays en développement en 1996 et en 1998, de leur faire parvenir les rapports de leurs inventaires forestiers les plus récents, et a initié un dialogue avec eux pour s'assurer de la bonne compréhension des données contenues dans les rapports. La demande faite en 1998 a été accompagnée de directives spécifiques (FAO 1998b) pour tous les paramètres d'évaluation de FRA 2000 afin de garantir que la collecte des informations était bien structurée, et d'une publication contenant les termes et les définitions de FRA 2000 (FAO 1998a). La CEE-ONU, Genève, a envoyé un questionnaire, les directives, ainsi que les termes et définitions aux pays industrialisés, pour commencer la collecte des informations dans ces pays.

La FAO s'appuie davantage sur les statistiques contenues dans les rapports techniques des pays que sur les sources citées ou secondaires. L'utilisation de données publiées dans des documents de première main garantit que la FAO détient les informations les plus objectives, scientifiques et statistiquement valables – ainsi que les informations générales permettant de les utiliser au mieux. Pour les quelques pays qui ne disposaient pas d'inventaires forestiers nationaux adéquats, la FAO a dû compiler les informations de différents inventaires partiels ou utiliser des estimations subjectives. Ce travail complexe n'a pu être exécuté qu'avec la collaboration directe de spécialistes des différents pays.

Une fois les informations en provenance des pays en développement rassemblées à la FAO et leur pertinence pour FRA 2000 évaluée, elles ont été archivées dans le Système d'information sur les forêts (FORIS). Chaque saisie comprenait les statistiques originales extraites de la source, les termes et les définitions, un compte rendu de l'utilité de l'information et des références bibliographiques complètes. Même des renseignements qui n'étaient pas directement pertinents pour l'évaluation ont été introduits dans le système, car ils pourraient servir à d'autres fins. Les informations détaillées sur les sources ont également été archivées pour assurer un niveau de transparence optimal dans la production des estimations de la FAO.

Pour pouvoir intégrer des informations extrêmement variables des pays dans les rapports mondiaux, la FAO a élaboré des normes pour les harmoniser. Toutes les données nationales ont d'abord été classées suivant des termes et des définitions communs. Cette harmonisation s'est révélée être une tâche complexe en raison de l'ampleur et de la variabilité des informations produites par les pays, ainsi que du large éventail de formations forestières, de situations écologiques et de types de couvert existant à l'échelle mondiale. C'est ainsi que FRA 2000 a regroupé

plus de 650 définitions de la forêt qui provenaient de 132 pays en développement (issues de 110 inventaires indépendants). Le système FORIS a permis d'établir et d'archiver les relations entre les définitions nationales et mondiales.

Les experts de la FAO se sont rendus dans plus de 100 pays pour travailler avec des spécialistes nationaux sur l'utilisation de leurs données nationales pour FRA 2000. La FAO a également organisé de nombreux ateliers de formation en matière de collecte de données, d'analyse des statistiques nationales et d'ajustement des informations aux normes des rapports mondiaux demandées par FRA 2000 (voir Encadré). La CEE-ONU, Genève, a organisé une série d'ateliers et de réunions pour orienter la mise en œuvre de l'évaluation dans les pays industrialisés.

Examen des résultats

Avant la publication des résultats, la FAO a demandé aux pays d'examiner leurs résultats nationaux et de communiquer leurs observations. Chaque pays a reçu une demande officielle de collaboration, accompagnée d'un Profil de pays à valider contenant les résultats et les sources d'information. Quelques pays ont demandé que soient remaniées certaines estimations de la FAO.

Les résultats de FRA 2000 ont été présentés au COFO 2001 et les pays membres les ont examinés et commentés. Il a été demandé aux pays membres d'envoyer leurs observations finales à la FAO avant la fin de mars 2001. À la fin de mai 2001, tous les commentaires des pays étaient pris en compte. Pour modifier les statistiques, les pays ont d'abord soumis le matériel technique primaire (rapport d'inventaires) qui permettait d'améliorer les résultats déjà produits par la FAO. Les estimations révisées ont été obtenues grâce à une collaboration entre les pays et la FAO.

Le rapport de la quinzième session du COFO résume la position officielle finale des pays vis-à-vis des résultats de l'évaluation.

Le Comité a félicité la FAO d'avoir mené à bien l'évaluation des ressources forestières 2000 (FRA 2000) et d'en avoir présenté les résultats de manière exhaustive et transparente. Il a reconnu les difficultés rencontrées en raison du manque d'inventaires nationaux exacts et à jour, ainsi que l'insuffisance de moyens financiers pour effectuer ces inventaires. Il a pris acte de l'effort considérable que représente l'harmonisation des inventaires nationaux en vue d'une synthèse globale. Tout en reconnaissant que le taux de déboisement mondial a sans doute ralenti durant la période 1990-2000, le Comité a néanmoins noté avec préoccupation le niveau toujours élevé du déboisement. Il a exhorté les pays à tenir compte des résultats de FRA 2000 dans la planification et la formulation de leurs politiques. (FAO 2001).

FINANCEMENTS ET CONTRIBUTIONS

Au début de 1997, le Programme ordinaire de la FAO a établi trois postes pour FRA, pour un montant de 423 000 dollars EU par an, et alloué 404 000 dollars par an pour le financement non destiné au personnel. Ce montant représentait 5,4 pour cent du budget annuel du Département des forêts et 0,25 pour cent du budget annuel de la FAO. Un certain nombre de Fonds fiduciaires, pour un total d'environ 4,2 millions de dollars EU, ont été créés grâce à des donations pour financer l'évaluation (tableau 45-1).

Les pays suivants ont fourni des cadres associés pour travailler sur l'évaluation: Autriche (lieu d'affectation

Rome), Danemark (lieu d'affectation Bangkok), Finlande (lieu d'affectation Genève), France (lieu d'affectation Rome), Italie (lieu d'affectation Le Caire), Japon (lieu d'affectation Rome) et Suède (lieux d'affectation Rome et Santiago).

PRINCIPAUX PARTENAIRES

D'autres biens et services ont été donnés par un certain nombre d'institutions sous forme de contributions en nature. Parmi ces donateurs figurent l'Institut brésilien pour l'environnement et les ressources naturelles renouvelables (pour la collecte des données nationales et l'interprétation des images satellitaires), le Service canadien des forêts

Encadré. Ateliers de FRA 2000

Afrique

Collecte et analyse de données pour l'aménagement durable des forêts dans les pays ACP: Joindre les efforts nationaux et internationaux (Nakuru, Kenya, 12-16 octobre 1998).

Pays participants: Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan, République unie de Tanzanie, Ouganda

Collecte et analyse de données pour l'aménagement durable des forêts dans les pays ACP: Joindre les efforts nationaux et internationaux (Mutare, Zimbabwe, 30 novembre-4 décembre 1998)

Pays participants: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Collecte et analyse de données pour l'aménagement durable des forêts: coordonner les efforts nationaux et internationaux (Lambaréné, Gabon, 27 septembre-1 octobre 1999)

Pays participants: Cameroun, Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Madagascar, République centrafricaine, Rwanda

Collecte et analyse de données pour l'aménagement durable des forêts: Joindre les efforts nationaux et internationaux (Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, 13-18 décembre 1999)

Pays participants: Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigeria

Atelier régional sur les Services d'information sur la foresterie (Stellenbosch, Afrique du Sud, 12-17 février 2001)

Pays participants: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

Amérique latine et Caraïbes

Atelier sur l'Évaluation des ressources forestières 2000 (Turrialba, Costa Rica, 17-21 mai 1999)

Pays participants: Belize, Costa Rica, Colombie, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Venezuela

Atelier sous-régional sur la collecte de données et les perspectives du secteur forestier aux Caraïbes (Port of Spain, Trinité-et-Tobago, 21-25 février 2000)

Pays participants: Bahamas, Barbade, Belize, Cuba, Dominique, République dominicaine, Grenada, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago

Asie et Océanie

Atelier régional sud-asiatique sur la planification, la base de données et la constitution de réseaux pour l'aménagement durable des forêts (Thimpou, Bhoutan, 23-26 mai 2000)

Pays participants: Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Collecte de données pour la région Pacifique (Apia, Samoa, 4-8 septembre 2000)

Pays participants: Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Kiribati, Micronésie, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Vanuatu

Pays industrialisés

Réunions de l'équipe de spécialistes sur l'évaluation des ressources forestières des zones tempérées et boréales et réunions spéciales sur FRA 2000 dans les pays industrialisés (Genève, Suisse, avril 1996; Birmensdorf/Zurich, Suisse, mars 1997; Genève, novembre 1997; Ispra, Italie, mars 1998; Genève, mars 1999; Joensuu, Finlande, mai 2000; Victoria, Colombie britannique, Canada, juin 2001)

Pays participants: Australie, Autriche, Canada, République tchèque, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Hongrie, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, Fédération de Russie, Slovaquie, Suède, Suisse, États-Unis

Autres organisations représentées: FAO, Commission européenne, Centre commun de recherche (UE), PNUE, Fonds mondial pour la nature, Institut européen des forêts, Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature et Secrétariat CEE-ONU/FAO

Réunion TBFRA pour les Pays en transition (Gmunden, Autriche, 1-4 octobre 1997)

Pays participants: Albanie, Arménie, Autriche, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Pologne, Roumanie, Fédération de Russie, République slovaque, Slovaquie, Ukraine, Yougoslavie.

Tableau 45-1. Fonds fiduciaires

Donateur	Code du projet	Montant (\$EU)
Finlande	GCP/INT/723/FIN	1 046 000
Japon	GCP/INT/162/JPN	650 000
Suède	GCP/INT/702/SWE	1 596 924
Suisse	GCP/INT/692/SWI	355 950
PNUÉ	EP/RAF/652/UEP	30 000
Royaume-Uni	TEMP/INT/928/UK	550 582

(pour le zonage écologique mondial), le Centre de données EROS des Etats-Unis (pour le partage des coûts et la réalisation des cartes mondiales), l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) (pour l'imagerie satellitaire), l'Inventaire forestier de l'Inde (pour les interprétations des images satellitaires), l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués (pour le zonage écologique mondial), la Direction nationale des forêts de Suède (pour les systèmes d'information et la collecte des données en Afrique) et le Service forestier du Département de l'agriculture des Etats-Unis (pour les cartes mondiales, la collecte d'informations aux Caraïbes et la mise au point de techniques pour l'estimation des changements mondiaux). De nombreuses personnes ont consacré leur temps et leurs efforts à l'évaluation, soit en accord avec leurs organisations, soit comme experts indépendants.

BIBLIOGRAPHIE

CNUED. 1992. Lutte contre le déboisement. *Action 21*, chapitre 11. Rio de Janeiro, Brésil.

FAO. 1951. *Rapport de la sixième session de la Conférence de la FAO.* Rome.

FAO. 1992. *Textes fondamentaux.* Rome.

FAO. 1997. *Rapport de la treizième session du Comité des forêts.* Rome.

FAO. 1998a. *FRA 2000 - Termes et définitions.*

Document de travail de FRAN° 1. Rome.

FAO. 1998b. *FRA 2000- Directives pour les évaluations dans les pays tropicaux et subtropicaux.* X Document de travail de FRAN° 2. Rome.

FAO. 2001. *Rapport de la quinzième session du Comité des forêts.* Rome.

Finnish Forest Research Institute. 1996. *Proceedings of FAO Expert Consultation on Global Forest Resources Assessment 2000 in cooperation with ECE and UNEP with the support of the Government of Finland (Kotka III),* Kotka, Finlande, 10-14 juin 1996, éd. A. Nyysönen et A. Ahti. Research Papers N° 620. Helsinki, Finlande.

ONU. 1997. *Report of the Ad Hoc Intergovernmental Panel on Forests on its fourth session.* New York, 11-27 février 1997. E/CN.17/1997/12. New York.

Päivinen, R. et Gillespie, A.J.R. 2000. *Estimating global forest change 1980-1990-2000.* Document d'information préparé pour une réunion internationale d'experts convoquée pour examiner les méthodes à utiliser pour compléter l'Evaluation des ressources forestières mondiales (FRA) 2000. Rome. Mars 2000

Space, J. 1997. *Strategic plan, Global Forest Resources Assessment 2000.* Document inédit. Rome, FAO.